CHAPITRE 07

L'INFLATION ET LA POLITIQUE DE STABILITE DU NIVEAU GENERAL DES PRIX

Depuis les années 70 et la forte période d'inflation qu'a connu la France, le niveau général des prix est particulièrement surveillé et contrôlé. La BCE veille en effet à ce que l'inflation soit maîtrisée. Pourtant, les craintes d'une remontée de l'inflation sont particulièrement à l'ordre du jour, tout particulièrement lorsque l'on observe l'envolée spectaculaire du prix du baril de pétrole, qui a des conséquences sur l'ensemble de l'économie. Comment mesure-t-on l'inflation ? Quelles sont ses causes et ses conséquences, comment maintenir le niveau général des prix dans une économie ? Autant de questions auxquelles ce cours tentera de répondre...

I. L'INFLATION: DEFINITION ET MESURE

A. Définition

L'inflation désigne une hausse durable et continue du niveau général des prix.

B. Mesure de l'inflation

1. L'indice des prix à la consommation

Pour mesurer le niveau général des prix, c'est-à-dire l'ensemble des prix des biens et services, on utilise l'indice des prix à la consommation car il est impossible de relever tous les prix des produits.

L'indice des prix est constitué d'une **moyenne pondérée des prix d'un panier de produits consommés** par les ménages. Il est composé de 305 postes de dépenses (alimentation, logement, chauffage, éclairage, santé, loisirs et culture,.....). Cet indice est calculé chaque mois par l'INSEE.

2. L'harmonisation européenne des indices des prix.

Les pays de l'Union européenne ont mis en place des indices des prix à la consommation harmonisés (IPCH). Ils sont destinés aux comparaisons internationales et ne vont pas se substituer aux indices nationaux.

3. Utilités et limites de l'indice des prix à la consommation

L'indice des prix permet de suivre l'évolution des prix, mois par mois, il est donc un indicateur indispensable pour mesurer les tensions inflationnistes. Dans le cadre de l'objectif de stabilité des prix de la BCE, l'IPCH est l'indicateur majeur de la politique monétaire dans la zone euro. En outre, il est utilisé par l'Etat pour revaloriser de nombreuses prestations sociales et le salaire minimum.

On reproche toutefois à cet indice des prix de sous estimer le niveau réel de la huasse des prix.

C. Déflation et désinflation

- La déflation caractérise la baisse continue du niveau général des prix (ex : ce phénomène s'est produit pendant la grande crise des années 30). La plupart du temps, elle est associée à une récession économique avec hausse du chômage.
- La désinflation désigne une baisse du taux d'inflation : le niveau général des prix augmente toujours mais à un rythme moins important qu'auparavant.
 (exemple : si l'inflation passe de 10 % à 8 % puis à 5 %, le niveau général des prix augmente donc toujours mais à un rythme moins rapide)

A. L'inflation par la monnaie

La hausse des prix peut résulter d'une création monétaire excessive. Une croissance trop importante de la masse monétaire par rapport à la production de biens et services augmente la demande des ménages et des entreprises. Il en résulte une pression à la hausse sur le niveau général des prix.

B. L'inflation par la demande

L'inflation par la demande résulte d'une demande globale supérieure à l'offre globale. Si les entreprises ne peuvent pas, à court terme, répondre à ce surcroît de demande, à cause des capacités de production insuffisantes (plein emploi des facteurs de production), elles vont augmenter leurs prix pour rétablir l'équilibre entre offre et demande.

Ce décalage entre l'offre et la demande peut provenir :

- d'une augmentation des salaires : la demande des ménages augmente
- **d'un déficit budgétaire** : si les dépenses de l'Etat sont supérieures aux recettes publiques (cas d'un déficit budgétaire), cela entraîne une hausse de la consommation.
- **de la baisse des taux d'intérêt** : cela rend le crédit moins cher et va inciter les ménages et les entreprises à accroître leur demande.

C. L'inflation par les coûts

L'inflation peut provenir d'une **hausse des coûts de production**. Les entreprises répercutent alors sur le prix de vente l'augmentation de leurs coûts afin de préserver leur marge.

La hausse des coûts peut provenir :

- d'une hausse des salaires ou des charges sociales
- d'une hausse du prix des matières premières (= inflation importée)
- d'une hausse des impôts

La France a connu en 1974 et en 1979-1980 deux chocs pétroliers qui ont été à l'origine de deux fortes poussées inflationnistes.

III. LES CONSEQUENCES DE L'INFLATION

A. Effets positifs

→ Elle facilite les investissements et la consommation.

En effet, les ménages s'attendent à des hausses de prix et accélèrent leurs achats.

De plus, les achats à **crédit** sont mieux supportés car les remboursements s'opèrent avec une monnaie qui se déprécie.

[Plus la différence entre les taux d'intérêt et le taux d'inflation diminue, moins le crédit est cher.]

→ Elle réduit les déficits publics

La hausse des prix favorise les rentrées fiscales.

B. Effets négatifs

→ elle diminue le pouvoir d'achat de la monnaie.

Cela pénalise les bénéficiaires de revenus fixes

- rentiers
- épargnants
- salariés dont les revenus ne sont pas réajustés

→ elle diminue la compétitivité des produits exportés (car les prix sont élevés en euros)

- cela favorise le déficit extérieur
- le prix des produits importés peut devenir moins élevé que le prix des produits intérieur

→ elle oblige les pouvoirs publics à adopter des politiques de rigueur

- hausse des taux d'intérêt
- hausse des impôts
- baisse des dépenses publiques

→ elle provoque la baisse de la croissance et la hausse du chômage

Après avoir connu deux grandes poussées inflationnistes en 1974 et 1979-1980, la France s'est engagée depuis **1982** dans une phase de désinflation.

Cette **désinflation compétitive** a eu pour but d'améliorer la compétitivité des produits français et donc de rétablir l'équilibre des échanges extérieurs et de restaurer la rentabilité des entreprises françaises.

IV. LA POLITIQUE DE STABILITE DES PRIX

A. <u>La lutte contre l'inflation d'origine monétaire</u>: <u>utilisation de la politique monétaire</u>.

La politique monétaire consiste pour l'Etat à limiter la masse monétaire en circulation. Pour lutter contre l'inflation, la Banque Centrale Européenne cherche à réduire la masse monétaire en circulation en augmentant ses taux d'intérêts (appelés taux directeurs). Les banques commerciales répercutent la hausse des taux directeurs sur les taux d'intérêts débiteurs qu'ils proposent aux entreprises et aux particuliers. Ainsi, si les taux d'intérêts augmentent, il y aura moins de recours au crédit dans l'économie. La consommation et les investissements diminuent, la baisse de la demande entraîne donc une baisse de l'inflation.

B. La lutte contre l'inflation par la demande : utilisation de la politique budgétaire

En cas de tension inflationniste, l'Etat peut agir sur l'inflation en réduisant la demande, c'est-à-dire le revenu disponible des ménages. Pour cela, l'Etat doit réduire le déficit budgétaire :

- → en réduisant les dépenses publiques (baisse des allocations, réduction du nombre de fonctionnaires, ralentissement du programme de travaux publics, ...)
- → en accroissant la pression fiscale (TVA, ISF, IR, IS, CSG,...).

C. La lutte contre l'inflation par les coûts : utilisation de la politique des revenus

Les pouvoirs publics interviennent en s'efforçant de contrôler les revenus et tout particulièrement les revenus salariaux dans le cadre de la politique des revenus. C'est pourquoi l'Etat a désindexé les salaires sur les prix (sauf le SMIC).

D. La lutte contre l'inflation structurelle : la politique structurelle

L'Etat peut d'efforcer de restaurer les lois du marché en permettant que se développe la concurrence, facteur de baisse des prix (lutte contre les ententes, les abus de position dominante). Voir cours de droit (Conseil de la concurrence).

$\rightarrow \rightarrow \rightarrow V$ oir aussi les documents d'actualité sur l'inflation!